



Mais nous ne discuterons pas uniquement entre nous. Ce gouvernement s'est engagé à promouvoir un dialogue plus actif et valable avec les pays du bloc de l'Est. En septembre, le Premier ministre écrivait au secrétaire général Gorbatchev pour lui esquisser les vues et priorités du Canada touchant le contrôle des armements et le désarmement. Le mois dernier, j'ai envoyé à Moscou une équipe de fonctionnaires canadiens pour entamer des consultations sur le contrôle des armements avec les grands experts soviétiques, les ambassadeurs Petrovsky et Karpov. Des consultations similaires sont projetées avec d'autres pays d'Europe de l'Est cette année. Nous voulons nous assurer que les principaux intervenants dans les affaires touchant la sécurité internationale sont directement mis au fait des vues canadiennes.

Que pouvons-nous faire d'autre? Quelles contributions spéciales et concrètes pouvons-nous faire en matière de contrôle des armements?

L'activité de ce gouvernement se concentrera dans trois directions : 1) encourager le respect des traités en vigueur; 2) développer des mécanismes de vérification, et 3) établir la confiance entre l'Est et l'Ouest.

En nous éloignant d'une politique de respect intégral, nous nous trouverions à affaiblir la crédibilité, et donc la viabilité du contrôle des armements. Le Canada appuie fermement le régime créé par le Traité ABM et les accords SALT déjà conclus sur la limitation des forces stratégiques. Notre position sur les recherches menées dans le cadre de l'IDS se fonde sur la nécessité de respecter intégralement les dispositions du Traité ABM. Nous continuerons d'inciter les parties à ces traités à ne rien faire qui pourrait miner l'intégrité, mais de travailler plutôt à en renforcer la nature et la portée.

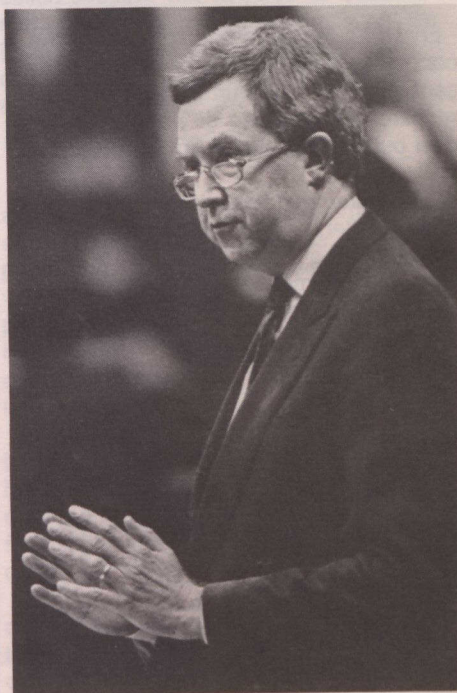
De bonnes dispositions de vérification pourront contribuer à garantir le respect des traités de contrôle des armements et à en faciliter la négociation. La vérification est un domaine où les compétences et la diplomatie canadiennes se conjuguent. À l'ONU l'automne dernier, un projet de résolution canadienne sur la vérification a été adopté à l'unanimité. Nous sommes inégalés dans notre activité visant à établir des pratiques et des techniques de vérification qui répondent aux exigences pratiques des accords de

contrôle des armements dont la négociation est déjà engagée ou prévue.

Pour ne citer que les plus importants projets récemment achevés ou en cours :

- 1) le projet PAXSAT (satellite de la paix) examine la faisabilité technique d'un système de satellites pour vérifier le respect d'éventuels accords de contrôle des armements couvrant l'espace extra-atmosphérique ou les forces classiques en Europe;
- 2) la recherche sur les techniques sismologiques pour la détection d'essais nucléaires de faible capacité qui posent un important obstacle à la conclusion d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires;
- 3) l'élaboration de pratiques opérationnelles pour la réalisation d'une bonne enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques, enquête dont les résultats ont récemment été soumis au Secrétaire général de l'ONU;
- 4) le dépôt, à la Conférence de Genève sur le désarmement, d'un document de travail sur la nature du régime juridique régissant l'espace extra-atmosphérique.

Nous ne devons pas oublier que les possibilités de progrès sur le contrôle des armements sont nettement liées à une amélioration de la relation générale



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prenant la parole à la Chambre des communes, le 23 janvier 1986. Canapress

Est-Ouest. La confiance peut être graduellement générée par des actions politiques qui favorisent la consultation et la coopération Est-Ouest.

La valorisation du dialogue politique avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est et l'inclusion dans ce dialogue d'un sain élément de contacts interpersonnels sont de grands objectifs de notre gouvernement. Cette dernière année, nous avons vu un nombre impressionnant de visites de haut niveau entre le Canada et des pays du bloc de l'Est. Le Premier ministre et moi-même avons visité l'Union soviétique; M. Kelleher et Mme Vézina ont notamment visité la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie. Nous avons reçu le Président de la Roumanie, le Premier ministre de la République de Russie et le Vice-premier ministre de la Hongrie.

Le Canada a accueilli la Réunion d'experts de la CSCE sur les droits de l'homme et joue un rôle actif dans les autres rencontres de la CSCE visant la réalisation des principes de l'Acte final d'Helsinki. Ce sont notamment la Conférence de Stockholm sur la confiance et la sécurité, la réunion de Berne sur les contacts entre les personnes, et la Réunion de suivi de Vienne, qui sera convoquée en novembre prochain pour revoir toute la gamme des activités de la CSCE. L'été dernier, je me suis joint aux ministres des Affaires étrangères des autres nations membres de la CSCE à Helsinki pour commémorer le dixième anniversaire de la signature de l'Acte final et pour renouveler notre engagement à relever le niveau de sécurité et de coopération en Europe. Le Canada croit que la CSCE peut être un important moyen de promouvoir nos objectifs en matière de sécurité et de protection des droits de la personne.

Ainsi, alors qu'est entamée à Genève la quatrième série de négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires, ce gouvernement facilitera, dans toute la mesure possible, le processus de négociation en vue de parvenir à un accord équitable. En encourageant le respect des grands traités sur le contrôle des armements, en trouvant des solutions pratiques aux problèmes de vérification et en favorisant une amélioration de la relation politique Est-Ouest, le Canada pourra apporter une contribution distincte et significative à la réalisation des objectifs fondamentaux des négociations de Genève. »